



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/4
15 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES
GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET
ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE
LEUR UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang, République de Corée, 13-17 octobre 2014

Point 12 de l'ordre du jour provisoire*

ORIENTATIONS AU MÉCANISME DE FINANCEMENT

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (ci-après « Comité intergouvernemental »), à sa deuxième réunion en juillet 2012, a examiné la question des orientations fournies au mécanisme de financement et a adopté la recommandation 2/1: Elaboration d'orientations à l'intention du mécanisme de financement. La recommandation a inclus deux séries de projets de décisions. La première série (Annexe I à la recommandation 2/1) a été présentée pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya (ci-après « réunion des Parties au Protocole de Nagoya ») à sa première réunion, et est reproduite intégralement dans la partie A de la section IV du présent document. La deuxième série de projets de décisions (Annexe II à la recommandation 2/1) a été présentée pour examen par la Conférence des Parties à sa onzième réunion, et a été adoptée, puis transmise au mécanisme de financement dans l'appendice I de la décision XI/5, ainsi que les paragraphes 21 à 23 de la décision XI/5.

2. Depuis la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, un certain nombre d'éléments nouveaux sont intervenus, dont la réunion en cours souhaitera peut-être tenir compte lorsqu'elle examinera sa décision sur des orientations à l'intention du mécanisme de financement en ce qui concerne le Protocole de Nagoya, en plus du projet de décision qui lui a été transmis par le Comité intergouvernemental dans l'Annexe I à sa recommandation 2/1. Le Secrétaire exécutif a établi la présente note, afin de fournir une mise à jour sur les éléments nouveaux pertinents et des éléments supplémentaires d'un projet de décision, pour examen par la réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

* UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1.

3. La section II ci-dessous contient un résumé des réponses du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) aux orientations qui lui ont été données par la Conférence des Parties à sa onzième réunion en ce qui concerne le Protocole de Nagoya, aux paragraphes 21 à 23 et à l'appendice I de la décision XI/5. Il inclut des informations sur les projets liés à l'accès et au partage des avantages (APA) appuyés au titre de la Caisse du FEM, et une mise à jour sur le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya durant la période sous revue. Ce résumé est basé sur les informations fournies dans le rapport du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial à la douzième réunion de la Conférence des Parties (document UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1).

4. La section III ci-dessous donne des informations sur la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-6) et sur la stratégie de FEM-6 dans le domaine d'intervention « diversité biologique », qui inclut un programme spécifique pour appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya, ainsi que les ressources allouées dans le cadre de FEM-6 aux différents programmes du domaine d'intervention « diversité biologique ».

5. La section IV reproduit, par souci de commodité, les éléments du projet de décision sur des orientations au mécanisme de financement recommandés par le Comité intergouvernemental, et propose également des éléments supplémentaires d'un projet de décision, pour examen par la réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

II. RAPPORT DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

6. Conformément au Mémoire d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (annexe à la décision III/8), le Conseil du FEM a remis à la douzième réunion de la Conférence des Parties un rapport sur les activités du FEM dans le domaine d'intervention « diversité biologique » durant la période allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2014 (c'est-à-dire, les deux dernières années de FEM-5). Ce rapport est disponible dans le document UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1.

7. Le rapport décrit, entre autres, les activités entreprises par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en réponse aux orientations qui lui ont été données par la Conférence des Parties en ce qui concerne l'accès et le partage des avantages et le Protocole de Nagoya, aux paragraphes 21 à 23 et à l'appendice I de la décision XI/5, y compris les projets liés à l'accès et au partage des avantages financés à partir de la Caisse du FEM durant la période sous revue (du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2014). Le rapport donne aussi un aperçu de la programmation des ressources pour la diversité biologique durant toute la période couverte par FEM-5 (du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2014), y compris l'appui à la réalisation du quatrième objectif de la stratégie de FEM-5 pour la diversité biologique (BD-4) : Renforcer les capacités en matière d'accès et de partage des avantages. Il décrit brièvement également les projets financés dans le cadre du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya (ci-après « Fonds de Nagoya »).

A. Réponse du FEM aux orientations fournies par la Conférence des Parties en ce qui concerne l'accès et le partage des avantages

8. Les orientations fournies par la Conférence des Parties au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès et le partage des avantages ont été transmises au Fonds pour l'environnement mondial par le Secrétaire exécutif, le 29 octobre 2012. Le tableau 1 ci-après donne un résumé de la réponse du FEM à ces orientations. Ce tableau est adapté du rapport remis par le Conseil du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, disponible dans le document UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1.

Tableau 1. Réponse du FEM aux orientations de la COP en ce qui concerne l'accès et le partage des avantages

Orientations de la COP11	Action du FEM
<p>Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages</p> <p><i>Recommande</i> au Fonds pour l'environnement mondial de mettre à disposition les ressources nécessaires aux activités visant à faciliter l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, ainsi que l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et l'application du Protocole de Nagoya, afin de réaliser le troisième objectif de la Convention sur la diversité biologique, et <i>recommande en outre</i> que les coordonnateurs des opérations du Fonds pour l'environnement mondial examinent avec soin la nécessité de financer d'urgence les activités relatives à l'accès aux ressources génétiques, au partage des avantages et au Protocole de Nagoya, lorsqu'ils consultent les partenaires nationaux sur la répartition des crédits dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR);</p> <p><i>Recommande en outre</i> que le Fonds pour l'environnement mondial continue de financer, en priorité, l'appui technique aux Parties visant la ratification et l'entrée en vigueur hâtive du Protocole de Nagoya, et sa mise en œuvre au niveau national;</p> <p><i>Demande</i> au Fonds pour l'environnement mondial, lorsqu'il examine le financement des projets dans le cadre du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya, de veiller à ce que les ressources du Fonds soutiennent spécifiquement les activités relatives à la ratification dans les meilleurs délais du Protocole et au renforcement des capacités, et qu'elles soient utilisées afin de promouvoir l'accès aux ressources génétiques et l'utilisation de ces ressources uniquement dans les cas où ces activités ont été approuvées par les autorités gouvernementales compétentes et par les coordonnateurs des opérations du FEM;</p> <p><i>Demande</i> au FEM de continuer à administrer le Fonds pour l'application du Protocole de Nagoya jusqu'à ce que les ressources pour lesquelles des engagements ont été pris jusqu'à la fin de la cinquième période de reconstitution du FEM soient</p>	<p>Durant la période sous revue, le FEM a approuvé 10 projets financés à partir du Fonds d'affectation spéciale du FEM pour faciliter l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et l'application du Protocole de Nagoya. Prière de se reporter aux paragraphes 28 à 30 du présent rapport et aux Annexes 9 et 10 pour une description de l'aide fournie pour faciliter l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages et l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et l'application du Protocole de Nagoya.</p> <p>La stratégie de FEM-6 dans le domaine d'intervention « diversité biologique » donne suite aux orientations fournies par la Conférence des Parties au FEM sur les priorités de programme d'appui à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages.</p> <p>Depuis qu'il est opérationnel, le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya a financé 13 projets, à savoir 10 projets nationaux, un projet mondial et deux projets régionaux (Pacifique, Afrique centrale), en appui à la ratification du Protocole de Nagoya. Bien que tous les projets appuient la ratification dans une certaine mesure, le projet mondial et les deux projets régionaux ont porté essentiellement sur l'accélération de la ratification dans les meilleurs délais. Prière de se reporter aux paragraphes 29 à 30 du présent rapport et à l'Annexe 14 pour une description de la programmation pour la période sous revue.</p> <p>À sa réunion de mai 2014, le Conseil du FEM, après avoir examiné le document GEF/C.46/12 sur une mise à jour concernant le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya, a pris note des progrès accomplis par le Secrétariat du FEM dans l'administration du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya (Fonds de Nagoya), et a décidé de prolonger le fonctionnement de ce fonds jusqu'au 31 décembre 2020 pour des raisons opérationnelles, afin de pouvoir poursuivre l'établissement des fiches d'identité de projet (FIP) et la mise en œuvre des projets approuvés.</p>

Orientations de la COP11	Action du FEM
versées, et de rendre compte de l'état du fonds à la douzième réunion de la Conférence des Parties, qui décidera de l'avenir dudit fonds.	Conformément à la décision du Conseil du FEM en mai 2011 concernant le Fonds de Nagoya, le Conseil n'approuvera pas de nouvelles FIP au titre du Fonds de Nagoya après le 30 juin 2014. Notant que la stratégie de FEM-6 dans le domaine d'intervention « diversité biologique » prévoit des ressources pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya, le Conseil demande au Secrétariat de rendre compte à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique du financement de la ratification dans les meilleurs délais et de l'application du Protocole de Nagoya.

Adapté du rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (page 31 et 32).

9. Durant la période sous revue (allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2014), le FEM a approuvé 10 projets au titre de la Caisse du FEM pour faciliter l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et l'application du Protocole de Nagoya. Ces projets incluent huit projets nationaux (Algérie, Bahamas, Brésil, Chine, Malaisie, Mexique, Maroc et Vietnam), un projet régional (Caraïbes) et un projet mondial. Le FEM a investi 33,9 millions de dollars et mobilisé 67,4 millions de dollars de cofinancement. Le projet régional dans les Caraïbes et le projet mondial ont mis l'accent essentiellement sur un appui à la prompt ratification du Protocole de Nagoya dans 35 pays au moins. Tous les projets approuvés au titre de la Caisse du FEM sont énumérés aux Annexes 2 et 3 et décrits aux Annexes 9 et 10 du rapport du FEM à la COP-12. Par souci de commodité, la liste des projets liés à l'accès et au partage des avantages est consolidée et présentée dans l'Annexe I au présent document.

10. Comme indiqué dans le Tableau 2 ci-dessous, les ressources programmées pour le quatrième objectif (BD-4) de la stratégie de FEM-5 dans le domaine d'intervention « diversité biologique », qui inclut un appui à la ratification et à l'application du Protocole de Nagoya, ont été multipliées par 17 durant les deux dernières années de FEM-5, par rapport aux deux premières années de FEM-5. Ceci semble indiquer que le besoin d'un appui fourni à la ratification et à l'application du Protocole augmente.

Tableau 2. Programmation des ressources pour les différents objectifs de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » durant les périodes sous revue 2010-2012 et 2012-2014

Objectif du domaine d'intervention « diversité biologique »	Montant alloué (en dollars)	2010-2012		2012-2014	
		Montant utilisé	% utilisé ¹	Montant utilise	% utilisé
BD-1: Améliorer la durabilité des dispositifs d'aires protégées	700 000 000	255 010 201	36%	210 067 104	30%
BD-2: Prendre systématiquement en compte la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages terrestres/marins et les secteurs d'activité économique	250 000 000	199 738 426	80%	185 372 436	74%

¹ Ceci concerne le pourcentage de ressources allouées que les Parties ont effectivement demandé et utilisé pour des projets liés aux différents objectifs du domaine d'intervention « diversité biologique ».

BD-3: Renforcer les capacités de mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	40 000 000	2 805 000	7%	13 663 648	35%
BD-4: Renforcer les capacités en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages qui en découlent	40 000 000	2 686 750	7%	45 119 483	113%
BD-5: Intégrer les obligations découlant de la CDB dans les processus nationaux de planification grâce à des activités habilitantes (stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique)	40 000 000	24 875 351	62%	5 388 557	12%
TOTAL	1 070 000 000	485 115 728	45%	459 611 228	43%

Extrait des rapports du FEM à la onzième et à la douzième réunion de la Conférence des Parties.

11. Le montant total du financement du FEM utilisé par les Parties pour des projets liés à l'accès et au partage des avantages (BD-4) durant toute la période couverte par FEM-5 (47 806 233 dollars) était plus élevé que le montant (40 millions de dollars) des allocations théoriques au début du cycle de FEM-5 (voir le Tableau 3 ci-dessous). Il est probable que les demandes d'appui fourni au Protocole de Nagoya continueront d'augmenter durant FEM-6 et par la suite, du fait de son entrée en vigueur et du fait qu'un grand nombre de Parties s'efforceront d'adopter les mesures nécessaires et d'avoir les capacités requises pour assurer son application effective.

Tableau 3. Programmation des ressources pour les objectifs de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » durant toute la période couverte par FEM-5²

Objectif du domaine d'intervention « diversité biologique »	Montant alloué (en dollars)	Montant utilisé	% utilisé
BD-1: Viabilité des dispositifs d'aires protégées	700 000 000	489 068 947	70%
BD-2: Intégration de la diversité biologique	250 000 000	409 102 504	164%
BD-3: Prévention des risques biotechnologiques	40 000 000	16 468 648	41%
BD-4: Accès et partage des avantages	40 000 000	47 806 233	120%
BD-5: Activités habilitantes (SPANB)	40 000 000	30 263 908	76%
TOTAL	1 070 000 000	992 710 240	93%

Source : Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties (page 16).

B. Mise à jour sur le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya

12. Le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya (ci-après « Fonds de Nagoya ») a été créé en mars 2011, comme Fonds d'affectation spéciale multidonateurs dans lequel différents bailleurs de fonds, y compris le secteur privé et d'autres entités, peuvent verser des contributions volontaires pour appuyer le Protocole de Nagoya. Son principal objectif était de faciliter l'entrée en vigueur dans les meilleurs

² Les montants programmés par objectif de la stratégie n'incluent pas les frais de gestion des projets ni les frais d'agence, car il n'est pas possible de les attribuer à un objectif ou à un résultat spécifique, puisque ces frais couvrent l'ensemble du montant de la subvention.

délais du Protocole et de créer des conditions favorables aux niveaux national et régional pour assurer l'application effective du Protocole³. L'objectif initial du Fonds était de financer des activités visant à stimuler le processus de ratification, à aider les Parties à entreprendre des activités habilitantes, et à encourager la participation des communautés autochtones et locales et du secteur privé à la mise en œuvre du Protocole. Ces activités ont inclus une assistance fournie aux Parties pour, entre autres : examiner leurs besoins de capacités; examiner les politiques, lois et règlements nationaux en vigueur; élaborer des mesures de politique générale et institutionnelles appropriées; accroître la sensibilisation du public au sujet des répercussions du Protocole de Nagoya; favoriser le transfert de technologie; et améliorer les connaissances et la base de données scientifiques pour faciliter l'application du Protocole.

13. Durant la période sous revue, 13 fiches d'identité de projet (FIP) au total ont été approuvées dans le cadre du Fonds de Nagoya. Ceci inclut dix projets nationaux (Argentine, Bhoutan, Cameroun, Colombie, Costa Rica, Fidji, Gabon, îles Cook, Kenya et Panama); deux projets régionaux, en Afrique centrale⁴ et dans le Pacifique⁵; et un projet mondial (concernant 21 pays)⁶. Ces projets ont aidé au moins 50 pays à ratifier et/ou mettre en œuvre le Protocole de Nagoya. Ils sont énumérés dans l'Annexe 8 et décrits dans l'Annexe 14 du rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties (UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1). Par souci de commodité, la liste des projets financés dans le cadre du Fonds de Nagoya est reproduite dans l'Annexe II au présent document.

14. À sa 46^{ème} réunion, tenue en mai 2014 à Cancun (Mexique), le Conseil du FEM, après avoir examiné le document FEM/C.46/12 (Mise à jour sur le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya), a décidé de prolonger l'exploitation du Fonds de Nagoya jusqu'au 31 décembre 2020 pour des raisons opérationnelles, afin de pouvoir poursuivre la préparation et la réalisation des projets pour lesquels des fiches d'identité de projet (FIP) ont été approuvées. Il a aussi décidé de ne pas approuver de nouveaux FIP dans le cadre du Fonds de Nagoya après le 30 juin 2014, conformément à la décision prise par le Conseil à sa 40^{ème} réunion en mai 2011. Cette décision, figurant au paragraphe 15 du document FEM/C.40/11/Rev.1⁷ prévoit que :

Les opérations, les fonctions et les rôles du Fonds de Nagoya seront examinés par le Conseil du Fonds de Nagoya Council avant la fin de FEM-5, en tenant compte du résultat des discussions au sein du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya et d'autres réunions pertinentes de la CBD/du Protocole de Nagoya. Le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya prendra fin à la fin de FEM-5, à moins que la Conférence des Parties à la CBD en décide autrement. Le Fonds de Nagoya ne financera pas des nouveaux projets après le FEM-5, mais conservera son rôle de supervision des projets en cours de réalisation.

³ Voir le document FEM/C.40/11/Rev.1 établi pour la 40^{ème} réunion du Conseil du FEM:

http://www.theGEF.org/GEF/sites/theGEF.org/files/documents/C.40.11.Rev.1_Outstanding_Issues_Nagoya_Protocol.pdf.

⁴ Projet couvrant les dix Etats membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC): Burundi, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tome-et-Principe et Tchad.

⁵ Les pays participants dans le Pacifique sont : Fidji, îles Cook, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Micronésie (Etats fédérés de), Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

⁶ Les pays participants sont : Angola, Arménie, Belarus, Bosnie-et-Herzégovine, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Guinée-Bissau, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, Sierra Leone, Swaziland, Togo et Zimbabwe.

⁷ Le document FEM/C.40/11/Rev.1: Questions en suspens relatives au Fonds de Nagoya, peut être consulté à l'adresse :

http://www.theGEF.org/GEF/sites/theGEF.org/files/documents/C.40.11.Rev.1_Outstanding_Issues_Nagoya_Protocol.pdf.

15. Suite à la décision prise par le Conseil du FEM à sa 40^{ème} réunion, la Conférence des Parties, à sa onzième réunion tenue en octobre 2012, a fourni les orientations ci-après au mécanisme de financement en ce qui concerne le Fonds de Nagoya (paragraphe 6 de l'appendice I à la décision XI/5):

Demande au FEM de poursuivre l'administration du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya jusqu'à ce que les ressources pour lesquelles des engagements ont été pris jusqu'à la fin de la cinquième période de reconstitution du FEM soient versées, et de rendre compte de l'état du fonds à la douzième réunion de la Conférence des Parties, qui décidera de l'avenir dudit fonds.

16. Le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya a été créé il y a plus de trois ans et il a joué un rôle important et complémentaire de la Caisse du FEM, en fournissant un appui adapté et accéléré pour faciliter la ratification et la mise en œuvre du Protocole. Plus particulièrement, sur les 50 pays au moins qui ont bénéficié du Fonds de Nagoya, 18 pays (Belarus, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Egypte, Fidji, Gabon, Guinée-Bissau, Kenya, Malawi, Micronésie (Etats fédérés de), Niger, Ouganda, Panama, Rwanda, Samoa et Vanuatu) ont d'ores et déjà ratifié ou adhéré au Protocole. Dans deux autres pays (Cameroun et République démocratique du Congo), le processus d'approbation national s'est achevé et leurs instruments of ratification seront bientôt déposés. Le Fonds de Nagoya a donc contribué de manière significative à l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya et à l'accomplissement de la deuxième partie de l'Objectif 16 d'Aichi pour la biodiversité avant l'échéance prévue de 2015.

17. Le Fonds de Nagoya contribue aussi à l'élaboration de mesures de politique générale, réglementaires et institutionnelles pour appliquer les accords sur l'accès et le partage des avantages dans les pays bénéficiaires. D'autre part, il favorise le transfert de technologie, les investissements du secteur privé en matière de conservation et d'utilisation durable des ressources génétiques, le renforcement des capacités nationales de négociation des conditions convenues d'un commun accord, et le renforcement des capacités de recherche endogènes pour valoriser les ressources génétiques. A titre d'exemple, le projet financé par le Fonds de Nagoya au Panama⁸ appuie la découverte de produits d'origine naturelle dans les industries pharmaceutique et agrochimique, y compris des composés destinés à guérir le cancer et d'autres maladies, et favorise la conservation des ressources génétiques dans les aires marines protégées, bénéficiant aux communautés locales tributaires des ressources naturelles pour leurs moyens de subsistance. Le maintien du Fonds de Nagoya pourrait encourager la participation du secteur privé aux accords sur l'accès et le partage des avantages et à l'application effective du Protocole de Nagoya.

18. En contribuant à l'application effective du Protocole de Nagoya, le Fonds de Nagoya facilite non seulement la réalisation de l'objectif pour l'accès et le partage des avantages de la Convention, mais aussi, des objectifs relatifs à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Le maintien du Fonds de Nagoya permettrait aussi de procurer des moyens concrets pour atteindre les objectifs ciblés 2.4 et 15.6⁹ des buts de développement durable proposés, en encourageant l'application effective du Protocole. Le maintien du Fonds de Nagoya pourrait favoriser l'allocation de ressources là où elles sont le plus nécessaires, et renforcer le rôle de l'accès et du partage des avantages, en contribuant

⁸ Brochure du FEM sur le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya: <http://www.theGEF.org/GEF/content/nagoya-protocol-implementation-fund-brochure>.

⁹ Objectif 2.4 des buts de développement durable proposés : d'ici à 2030, assurer des systèmes de production alimentaire durables et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui augmentent la productivité et la production, aident à maintenir les écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux phénomènes de sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes naturelles, et améliorent progressivement la qualité des terres et du sol.

Objectif 15.6 des buts de développement durable proposés : assurer le partage juste et équitable découlant de l'utilisation des ressources génétiques, et favoriser un accès adéquat aux ressources génétiques.

à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, à l'élimination de la pauvreté et la viabilité environnementale, et à la réalisation des buts du développement durable.

19. D'autre part, un certain nombre de pays admissibles n'ont pas reçu un financement du Fonds de Nagoya pour pouvoir entreprendre les activités qui étaient envisagées lors de la mise en place du Fonds afin de créer des conditions favorables à l'application effective du Protocole. A la deuxième et la troisième réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya, à la onzième réunion de la Conférence des Parties et lors des ateliers régionaux de renforcement des capacités qui ont été organisés par le Secrétariat en 2013 et 2014, un grand nombre de Parties ont pris note également de l'importance du Fonds de Nagoya et ont demandé qu'il soit prolongé au-delà de FEM5. Le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya pourrait compléter la Caisse du FEM en apportant un financement ciblé pour encourager l'application du Protocole de Nagoya à l'échelle nationale. Ceci pourrait être crucial, en particulier au stade actuel du début du Protocole. En raison d'une vive concurrence entre les différentes priorités liées à la diversité biologique à l'échelle nationale, un certain nombre de Parties, en particulier les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PIED), dont l'allocation nationale pour FEM-6 dans le cadre du Système transparent d'allocation de ressources (STAR) est inférieure à 1,5 millions de dollars, ne seront pas en mesure d'affecter leurs ressources limitées à des projets visant à appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. En conséquence, un certain nombre de pays ne seront peut-être pas en mesure de mettre en place les mesures législatives, administratives ou de politique générale requises au niveau national et ne pourront donc pas atteindre l'Objectif 16 d'Aichi pour la biodiversité.

20. Au vu de ce qui précède et conformément au paragraphe 6 de l'appendice I à la décision XI/5, la réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être recommander à la Conférence des Parties de prendre une décision à sa douzième réunion, selon qu'il convient.

III. LA SIXIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE LA CAISSE DU FEM ET LA PROGRAMMATION DES RESSOURCES POUR LA STRATÉGIE ADOPTÉE DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DIVERSITÉ BIOLOGIQUE »

A. *La sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM et les orientations des programmes pour 2014-2018*

21. Après sa restructuration en 1994, les ressources de la Caisse du FEM ont été reconstituées cinq fois : reconstitution de FEM-1 (1994-1998) d'un montant de 2 milliards de dollars; reconstitution de FEM-2 (1998-2002) d'un montant de 2,75 milliards de dollars; reconstitution de FEM-3 (2002-2006) d'un montant de 3 milliards de dollars; reconstitution de FEM-4 (2006-2010) d'un montant de 3,13 milliards de dollars; et reconstitution de FEM-5 (2010-2014) d'un montant de 4,34 milliards de dollars.

22. Les négociations concernant la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM, pour la période allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2018 (FEM-6), ont été conclues avec succès en avril 2014 à Genève, et le montant des contributions annoncées s'élève à 4,433 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation nominale de 4% par rapport à FEM-5.

23. La programmation des ressources de FEM-6 couvre des activités dans ses six domaines d'intervention (diversité biologique, changements climatiques, substances chimiques et déchets, eaux internationales, dégradation des sols, gestion durable des forêts), en accord avec la stratégie adoptée pour chaque domaine d'intervention. Elle couvre également les instruments pilotes autres que des subventions, les programmes d'entreprise (y compris le Programme d'appui aux pays, le renforcement des capacités

intersectorielles et le Programme de microfinancements), ainsi que le budget d'entreprise (pour le Secrétariat du FEM, le Groupe consultatif scientifique et technique du FEM (STAP) et l'Administrateur), et le Bureau de l'évaluation indépendant. Le tableau 4 ci-dessous résume les objectifs de programmation convenus pour les différents domaines d'intervention et/ou domaines thématiques.

Tableau 4. Objectifs de programmation de FEM-6 pour les différents domaines d'intervention et/ou domaines thématiques

Domaine d'intervention/domaine thématique	Objectifs de programmation de FEM-5 (en millions de dollars) ¹⁰	Objectifs de programmation de FEM-6 (en millions de dollars)
Diversité biologique	1210	1296
Changement climatique	1360	1260
Substances chimiques et déchets	425	554
Eaux internationales	440	456
Dégradation des sols	405	431
Instruments pilotes autres que des subventions	80	115
Programmes d'entreprise	210	197
Budget d'entreprise : Secrétariat, STAP et Administrateur	120	106
Bureau de l'évaluation indépendant		19
MONTANT TOTAL de la reconstitution des ressources de la Caisse du FEM	4 250	4 433

Source : Document FEM/C.46/07/Rev.01 du Conseil du FEM - Résumé des négociations de la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM (page 15).

24. La programmation des ressources de FEM-6 a introduit des stratégies innovantes, telles que les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée », la programmation innovante, les instruments autres que des subventions, et l'élargissement de l'engagement du secteur privé et de la collaboration avec les organisations de la société civile. Dans le cadre des « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée », le FEM testera la réalisation de programmes fondés sur une approche intégrée, visant à gérer des problèmes environnementaux mondiaux distincts, en mettant l'accent sur certains facteurs sous-jacents de la dégradation environnementale, au moyen de programmes spéciaux qui fournissent une valeur ajoutée unique et qui créent des liens robustes entre les parties prenantes.

B. Orientations des programmes de FEM-6 pour le domaine d'intervention « diversité biologique »

25. Un montant de 1,296 milliards de dollars (soit 29% de l'ensemble du portefeuille de FEM-6) a été alloué au domaine d'intervention « diversité biologique », ce qui signifie que la diversité biologique se voit attribuer la plus grosse enveloppe budgétaire parmi les domaines d'intervention de FEM-6. Ce montant a été programmé pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique.

26. Conformément aux orientations fournies par la COP au mécanisme de financement en ce qui concerne le cadre quadriennal axé sur les résultats concernant les priorités de programme pour la période 2014-2018 (décision XI/5), la stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique intègre des éléments du

¹⁰ La programmation et l'application de STAR durant FEM-5 ont été basées sur le scénario de programmation des ressources accepté de 4,25 milliards de dollars. Le montant final de la reconstitution, y compris les contributions annoncées supplémentaires des bailleurs de fonds, s'est élevé à 4,34 milliards de dollars.

Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, y compris ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, des éléments du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011–2020, et des priorités de programme pour l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation qui ont été proposées par le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya.

27. Le but général de la stratégie adoptée dans le domaine d'intervention « diversité biologique » est de préserver la diversité biologique d'importance mondiale et les biens et services fournis par les écosystèmes à la société. Pour atteindre ce but, la stratégie énonce quatre objectifs:

- a) BD 1: Améliorer la durabilité des dispositifs d'aires protégées;
- b) BD 2: Réduire les menaces pesant sur la diversité biologique d'importance mondiale;
- c) BD 3: Utiliser de manière durable la diversité biologique;
- d) BD 4: Intégrer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages terrestres/marins et les secteurs d'activité économique.

28. La stratégie de FEM-6 pour la diversité biologique comprend dix programmes qui contribuent directement à la réalisation des quatre objectifs ci-dessus, du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, y compris au moins 14 sur les 20 Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Les ressources indicatives allouées aux différents programmes durant FEM-6 sont indiquées dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5. Objectifs de FEM-6 dans le domaine d'intervention « diversité biologique » et ressources indicatives allouées par programme

Objectif du domaine d'intervention	Programmes du domaine d'intervention	Montant alloué (en millions de dollars)
BD 1: Améliorer la durabilité des dispositifs d'aires protégées	Programme 1 : Améliorer la viabilité financière et assurer une gestion efficace de l'infrastructure écologique nationale	125
	Programme 2 : Le dernier refuge de la nature : étendre la portée du domaine mondial d'aires protégées	125
BD 2: Réduire les menaces pesant sur la diversité biologique d'importance mondiale	Programme 3 : Prévenir l'extinction des espèces menacées connues	80
	Programme 4 : Prévention, contrôle et gestion des espèces exotiques envahissantes	50
	Programme 5 : Mettre en œuvre le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	30
BD 3: Utiliser de manière durable la diversité biologique	Programme 6 : Des dorsales jusqu'au corail+: maintenir l'intégrité et la fonction des écosystèmes de récifs coralliens	100
	Programme 7 : Garantir l'avenir de l'agriculture : utilisation durable des ressources génétiques végétales et animales	75
	Programme 8 : Mettre en œuvre le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	50

BD 4: Intégrer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les paysages terrestres/marins et les secteurs d'activité économique	Programme 9 : Gérer l'interface entre les êtres humains et la diversité biologique	338
	Programme 10 : Intégration de la diversité biologique et des services écosystémiques dans la planification du développement et des finances	78
Fonds de réserve du domaine d'intervention (obligations des conventions, programmes mondiaux/régionaux, y compris les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » et le Programme de gestion durable des forêts)		245
Montant total alloué à la diversité biologique		1 296

Source : Rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties, Annexe 1 (page 23).

29. En plus des dix programmes susmentionnés, le FEM fournira un appui par le biais des fonds de réserve des domaines d'intervention (FAS), pour permettre aux pays admissibles de réaliser des activités habilitantes, telles que la révision des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) (pour les pays qui ne l'ont pas encore fait) ou l'établissement des rapports nationaux au titre de la Convention, du Protocole de Cartagena et du Protocole de Nagoya, qui doivent être présentés durant la période couverte par FEM-6. Les fonds de réserve du domaine d'intervention « diversité biologique » seront utilisés également pour appuyer des projets régionaux et mondiaux, tels que les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée », qui contribueront à la réalisation de différents Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et à la mise en œuvre d'autres domaines d'intervention du FEM.

30. Les programmes pilotes fondés sur une approche intégrée qui intéressent le domaine d'intervention « diversité biologique » incluent les suivants:

- a) Enlever la déforestation des chaînes d'approvisionnement en matières premières;
- b) Encourager la durabilité et la résilience pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique.

31. Conformément à la pratique établie et aux critères d'examen des projets par le FEM, les demandes de financement de projets présentées durant FEM-6 devront montrer que les domaines thématiques traités dans le cadre d'un projet sont considérés comme prioritaires dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) et sont adéquatement harmonisés avec le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

C. Appui fourni au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages dans le cadre de FEM-6

32. L'appui fourni en matière d'accès et de partage des avantages se fera essentiellement par le biais du Programme 8 : Mettre en œuvre le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, dans le cadre du troisième objectif stratégique sur l'utilisation durable de la diversité biologique. Un montant de 50 millions de dollars a été alloué à ce programme. Dans le cadre de ce programme, le FEM appuiera la mise en œuvre du Protocole de Nagoya en utilisant des ressources de la Caisse du FEM et, en parallèle, du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya¹¹.

33. Le succès de l'application des dispositions relatives à l'accès et au partage des avantages au niveau national peut potentiellement contribuer considérablement à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et intéresse donc tous les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et de nombreux programmes prévus dans la stratégie du FEM pour la diversité biologique. En conséquence, les projets élaborés en vue d'obtenir un financement dans le cadre d'autres programmes du FEM devraient étudier la contribution potentielle de l'accès et du partage des avantages à des projets spécifiques et aux objectifs du programme.

34. La réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être encourager les Parties à examiner la possibilité d'intégrer les activités liées à l'accès et au partage des avantages dans les programmes proposés « d'approche intégrée » qui seront mis à l'essai durant FEM-6, ainsi que dans les projets qui seront élaborés dans le cadre d'autres programmes du domaine d'intervention « diversité biologique »¹².

35. Les projets financés à partir de la Caisse du FEM appuieront la mise en œuvre du Protocole de Nagoya aux niveaux national et régional et, selon que de besoin, des activités de renforcement des capacités ciblées pour faciliter la ratification et l'entrée en vigueur du Protocole. Comme indiqué dans le rapport du FEM, celui-ci appuiera les activités principales ci-après pour assurer le respect des dispositions du Protocole de Nagoya :

- a) Bilan et évaluation. Le FEM financera une analyse des lacunes sur les dispositions concernant l'accès et le partage des avantages dans les politiques générales, les lois et les règlements en vigueur, l'identification des parties prenantes, les droits des utilisateurs et les droits de propriété intellectuelle, et il évaluera les capacités institutionnelles, y compris des organismes de recherche;
- b) Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action pour l'application des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages. (telles que les cadres de politique générale, juridiques et réglementaires qui régissent l'accès et le partage des avantages, les correspondants nationaux, l'autorité compétente nationale, les accords institutionnels, les procédures administratives liées au consentement préalable en connaissance de cause et

¹¹ La réunion en cours et la douzième réunion de la Conférence des Parties examineront et prendront une décision concernant l'avenir du Fonds de Nagoya.

¹² A titre d'exemple, les activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages pourraient être intégrées dans le Programme 1 sur l'amélioration de la viabilité financière et la gestion efficace de l'infrastructure écologique nationale; le Programme 2 sur l'extension de la portée du domaine mondial d'aires protégées; le Programme 7 visant à garantir l'avenir de l'agriculture : utilisation durable des ressources génétiques végétales et animales; et le Programme 9 sur une gestion de l'interface entre les êtres humains et la diversité biologique. Les activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages pourraient aussi faire partie des « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » afin de « favoriser la durabilité et la résilience pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique ».

aux conditions convenues d'un commun accord, le suivi de l'utilisation des ressources génétiques, le respect de la législation et la coopération sur les questions transfrontalières);

- c) Renforcement des capacités des parties prenantes (y compris les communautés autochtones et locales, en particulier les femmes) en matière de négociation entre les fournisseurs et les utilisateurs de ressources génétiques. Les pays pourront envisager des activités de renforcement des capacités institutionnelles pour pouvoir mener à bien des travaux de recherche et développement, afin de valoriser leurs propres ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques. Le FEM appuiera aussi une participation au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages dès que le Centre d'échange sera opérationnel, y compris dans le cadre de sa phase pilote.

36. Le FEM appuiera également la mise en œuvre du Protocole de Nagoya au niveau national par le biais d'une coopération régionale. Une telle collaboration permettrait d'éviter les doubles emplois entre les mécanismes réglementaires et pourrait aider à surmonter les obstacles rencontrés par les petits pays et les pays les moins avancés en termes de ressources financières et humaines, en partageant des ressources réglementaires et scientifiques. Il aidera aussi à améliorer la capacité des pays à valoriser leurs propres ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées ressources génétiques.

IV. ÉLÉMENTS D'UN PROJET DE DÉCISION SUR DES ORIENTATIONS À L'INTENTION DU MÉCANISME DE FINANCEMENT

A. *Projet de décision sur des orientations à l'intention du mécanisme de financement recommandées par le Comité intergouvernemental*

37. Le Comité intergouvernemental, à sa deuxième réunion, a recommandé que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya adopte, à sa première réunion, une décision libellée de la façon suggérée dans l'Annexe I à la recommandation 2/1 du Comité intergouvernemental¹³, qui est reproduite ci-après.

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,

I. Dispositions opérationnelles établies entre la Convention et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial en ce qui concerne le Protocole de Nagoya

1. *Prend note* du mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (Conseil du FEM), adopté dans la décision III/8 et confirme que les dispositions opérationnelles décrites dans le mémorandum d'accord s'appliquent *mutatis mutandis* au Protocole;

2. *Recommande* que la Conférence des Parties invite le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial à présenter, en temps voulu, le chapitre de son rapport consacré à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages directement à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, en vue de son examen;

¹³ UNEP/CBD/ICNP/REC/2/1.

3. *Décide* de passer périodiquement en revue l'efficacité du mécanisme de financement eu égard à l'application du Protocole de Nagoya à temps pour son examen par la Conférence des Parties lors de ses réunions prévues pour l'examen de l'efficacité du mécanisme de financement;

4. *Décide également* de mener, à temps pour les reconstitutions planifiées des ressources de la Caisse du FEM, une évaluation des ressources nécessaires pour aider les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition à s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole de Nagoya, en vue de son examen par la Conférence des Parties lorsqu'elle déterminera le montant de la reconstitution;

5. *Recommande* que la Conférence des Parties invite les représentants du Fonds pour l'environnement mondial à participer aux sessions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, et d'y faire des déclarations officielles, en vue de faire rapport sur la mise en œuvre des orientations à l'intention du FEM en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages;

6. *Recommande* que la Conférence des Parties encourage les secrétariats de la Convention et du Fonds pour l'environnement mondial à échanger les informations et à mener des consultations régulières avant les réunions du Conseil du FEM et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, afin d'augmenter l'efficacité du mécanisme de financement en ce qui concerne l'assistance qu'il fournit au Parties pour l'application du Protocole.

II. Orientations à l'intention du mécanisme de financement

a) Politique et stratégie

7. *Prend note* des orientations consolidées applicables au mécanisme de financement sur la politique et la stratégie adoptées dans la décision X/24, et *invite* la Conférence des Parties à examiner et, le cas échéant, à réviser les orientations sur la politique et la stratégie, afin de prendre en considération les faits nouveaux, comme l'adoption du Protocole de Nagoya;

b) Priorités du programme

8. *Recommande* que la Conférence des Parties envisage d'intégrer les orientations suivantes sur les priorités de programme concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages dans ses orientations générales au mécanisme de financement;

La Conférence des Parties,

1. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial de financer des projets qui aideront à :

a) Renforcer la capacité des Parties à élaborer, appliquer et faire respecter des mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, et ainsi contribuer à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs, notamment:

- i) L'identification des acteurs pertinents et des compétences juridiques et institutionnelles existantes en vue de l'application du Protocole de Nagoya;
 - ii) L'inventaire des mesures nationales qui intéressent l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, à la lumière des obligations prévues au titre du Protocole de Nagoya;
 - iii) La création et/ou la modification des mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, en vue de s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole de Nagoya;
 - iv) La mise en place de moyens de régler les problèmes transfrontaliers;
 - v) La mise en place de dispositifs institutionnels et de systèmes administratifs pour permettre l'accès aux ressources génétiques, garantir le partage des avantages, encourager le respect des principes du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions convenues d'un commun accord, et contrôler l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, y compris un appui pour mettre en place des points de contrôle;
- b) Renforcer la capacité des Parties à négocier des conditions convenues d'un commun accord, afin de promouvoir la justice et l'équité dans les négociations concernant l'établissement et l'application d'accords sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment en favorisant une meilleure compréhension des modèles d'affaires et des droits de propriété intellectuelle;
- c) Renforcer la capacité des Parties à développer des moyens de recherche endogènes afin de valoriser leurs propres ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques grâce, entre autres, au transfert de technologies, à la bioprospection et aux travaux de recherche connexes, aux études taxonomiques, et au développement et à l'utilisation de méthodes d'évaluation;
- d) Prendre en considération les besoins et priorités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, plus particulièrement les projets qui :
- i) Encouragent la participation de ces acteurs dans les processus juridiques et décisionnels;
 - ii) Les aident à renforcer leurs capacités concernant les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles y relatifs en prévoyant, par exemple, des protocoles communautaires, des clauses contractuelles types et des exigences minimales pour l'établissement de conditions convenues d'un commun accord, afin de garantir le partage juste et équitable des avantages;
- e) Permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et d'utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes Internet,

tels que les outils audio et vidéo, pour les activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages;

f) Aider les Parties à sensibiliser les populations à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, et aux questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de sensibilisation nationales et régionales;

g) Soutenir l'application du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités, afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole;

2. [Décide que les orientations susmentionnées remplacent toutes les orientations précédemment appliquées au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages;]

3. [Recommande que les ressources allouées par le Fonds pour l'environnement mondial soient destinées à une fenêtre réservée aux activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR)]

c) *Critères d'admissibilité*

4. Décide que tous les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition, qui sont des Parties au Protocole de Nagoya, pourront bénéficier d'un financement du Fonds pour l'environnement mondial;

5. Adopte la disposition transitoire suivante dans les critères d'attribution des ressources financières applicables dans le cadre du mécanisme de financement du Protocole de Nagoya :

Les pays en développement, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires parmi eux, ainsi que les pays à économie en transition qui sont des Parties à la Convention et manifestent clairement leur intention d'adhérer au Protocole, pourront bénéficier d'un financement du Fonds pour l'environnement mondial jusqu'à quatre ans après que le Protocole soit entré en vigueur, en vue de mettre en place des mesures nationales et des capacités institutionnelles pour leur permettre de devenir Partie au Protocole. La preuve de cette intention manifeste revêtira la forme d'une assurance écrite au Secrétaire exécutif que le pays a l'intention d'adhérer au Protocole une fois que les activités à financer seront terminées.

B. *Eléments du projet de décision provenant d'autres points de l'ordre du jour examinés par le Comité intergouvernemental*

38. Les éléments du projet de décision ci-après relatifs aux orientations à l'intention du mécanisme de financement ont été inclus dans des recommandations du Comité intergouvernemental au titre d'autres points de l'ordre du jour :

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya

a) *Invite également* les Parties, les autres gouvernements, le Fonds pour l'environnement mondial, les organisations internationales, les banques régionales de développement, d'autres établissements financiers et le secteur privé, selon qu'il convient, à fournir des ressources financières en appui à la mise en œuvre du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités pour faciliter l'application effective du Protocole de Nagoya¹⁴;

b) *Invite* le Fonds pour l'environnement mondial à mettre à disposition des ressources financières, en vue d'aider les Parties admissibles à établir leurs rapports nationaux¹⁵.

C. Éléments supplémentaires d'un projet de décision

39. En plus des éléments du projet de décision ci-dessus recommandés par le Comité intergouvernemental, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être inclure, à la lumière des récents développements, des éléments supplémentaires de sa décision sur le mécanisme de financement, libellés comme suit :

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya

1. *Se félicite* de la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial et *exprime sa gratitude* aux pays qui ont contribué à la sixième reconstitution;

2. *Se félicite également* de la Stratégie de FEM-6 dans le domaine d'intervention « diversité biologique », qui inclut le Programme 8 sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, et *prend note* des objectifs de programmation indicatifs pour les différents objectifs et programmes du domaine d'intervention « diversité biologique », figurant dans le document FEM/C.46/07/Rev.01;

3. *Prie instamment* les Parties admissibles à un financement d'accorder une priorité aux projets liés à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages lors de la programmation de leurs allocations nationales pour FEM-6 dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR);

4. *Encourage* les Parties à intégrer les activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages dans les projets concernant plusieurs domaines d'intervention, y compris les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » proposés, ainsi que dans les projets élaborés au titre des autres programmes du domaine d'intervention « diversité biologique », dont les Programmes 1, 2, 7 et 9;

5. *Prie* le FEM et ses organismes d'exécution de prendre dûment en considération les projets concernant plusieurs domaines d'intervention menés dans le cadre des « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » et d'autres programmes du domaine d'intervention « diversité biologique » qui incluent des activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages;

¹⁴ Adapté de la recommandation 3/5, « Mesures propres à faciliter la création et le renforcement des capacités, ainsi que le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition », paragraphe 4.

¹⁵ Recommandation 3/7 du CIPN, « Suivi et établissement de rapports (Article 29) », paragraphe 4.

6. *Prie instamment également* les Parties et *invite* les autres gouvernements à intégrer et à accorder une priorité, selon qu'il convient, à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages dans leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et dans leurs plans et programmes de développement nationaux.

Annexe I

PROJETS CONTRIBUANT À LA RÉALISATION DE L'OBJECTIF 4 DU DOMAINE D'INTERVENTION « DIVERSITÉ BIOLOGIQUE » (BD-4): RENFORCER LES CAPACITÉS EN MATIÈRE D'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET DE PARTAGE DES AVANTAGES

(Extrait des Annexes 2 et 3 du rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties)

Projets de grande envergure (extrait de l'Annexe 2 du rapport du FEM)

Pays	Organisme	Objectif de FEM-5	Titre	Subvention du FEM	Cofinancement	Coût total du projet
Brésil	BID	BD-4	Création de capacités et renforcement institutionnel pour le cadre national d'accès et de partage des avantages au titre du Protocole de Nagoya	4 401 931	4 401 931	8 803 862
Chine	PNUD	BD-4	Élaboration et mise en œuvre du cadre national d'accès et de partage des avantages relatif aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées	4 436 210	22 236 000	26 672 210
Équateur	PNUD	BD-1 BD-4	Conservation de la diversité des amphibiens équatoriens et utilisation durable de leurs ressources génétiques	2 726 908	11 546 000	14 272 908
Mondial	PNUD	BD-4	Renforcement des ressources humaines, des cadres juridiques et des capacités institutionnelles pour appliquer le Protocole de Nagoya	12 000 000	12 000 000	24 000 000
Mexique	PNUD	BD-4	Renforcement des capacités nationales pour l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique	2 283 105	8 429 862	10 712 967

Projets de moyenne envergure (extrait de l'Annexe 3 du rapport du FEM)

Pays	Organisme	Objectif de FEM-5	Titre	Subvention du FEM	Cofinancement	Coût total du projet
Algérie	PNUD	BD-4	Cadre sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages connexes et les connaissances traditionnelles, compatible avec la Convention sur la diversité biologique et son Protocole de Nagoya en Algérie	1 940 000	4 180 000	6 120 000

Pays	Organisme	Objectif de FEM-5	Titre	Subvention du FEM	Cofinancement	Coût total du projet
Bahamas	PNUE	BD-4	Renforcer l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA)	1 900 000	1 649 649	3 549 649
Cameroun	PNUD	BD-4	Une approche partant de la base pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages : création de capacités au niveau communautaire pour une participation réussie aux chaînes de valeur concernant l'accès et le partage des avantages au Cameroun (<i>Echinops giganteus</i>)	500 000, plus 440 000 du Fonds de Nagoya	1 100 000	2 040 000
Malaisie	PNUD	BD-4	Élaboration et mise en œuvre d'un cadre national d'accès et de partage des avantages	1 970 000	5 833 000	7 803 000
Maroc	PNUD	BD-4	Élaboration d'un cadre national d'accès et de partage des avantages relatif aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles, comme stratégie pour contribuer à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique au Maroc	812 785	1 400 000	2 212 785
Régional	PNUD	BD-4	Une approche partant de la base pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages : création de capacités au niveau communautaire pour une participation réussie aux chaînes de valeur concernant l'accès et le partage des avantages au Cameroun (<i>Echinops giganteus</i>) et en Namibie (<i>Commiphora wildii</i>)	972 727	1 100 000	2 072 727
Ouzbékistan	PNUE	BD-2 BD-4	Conservation et utilisation durable de la diversité biologique agricole pour améliorer la réglementation et l'appui des services écosystémiques dans la production agricole	1 235 845	4 150 000	5 385 845
Vietnam	PNUD	BD-4	Renforcement des capacités pour la ratification et l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	2 000 000	7 690 000	9 690 000
Régional (Caraïbes)	PNUE	BD-4	Faire avancer le Protocole de Nagoya dans les pays de la région des Caraïbes	1 916 000	1 850 000	3 766 000

Annexe II

PROJETS APPROUVÉS DANS LE CADRE DU FONDS DE MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA (FONDS DE NAGOYA) (tous les montants sont indiqués en dollars)

(Adapté de l'Annexe 8 du rapport du FEM à la douzième réunion de la Conférence des Parties)

Pays	Organisme	Objectif de FEM-5	Titre	Financement du projet par le FEM	Cofinancement	Coût total du projet
Argentine	PNUD	BD-4	Promouvoir la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	958 904	3 000 186	3 959 090
Bhoutan	PNUD	BD-4	Mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	1 000 000	2 000 000	3 000 000
Cameroun	PNUD	BD-4	Une approche partant de la base pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages : création de capacités au niveau communautaire pour une participation réussie aux chaînes de valeur concernant l'accès et le partage des avantages au Cameroun (<i>Echinops giganteus</i>)	940 000 (440 000 du Fonds de Nagoya)	1 100 000	2 040 000
Colombie	PNUD	BD-4	Le développement et la production de teintures naturelles dans la région Choco en Colombie pour les industries de l'alimentation, de produits cosmétiques et de l'hygiène personnelle dans le cadre des dispositions du Protocole de Nagoya	1 000 091	1 516 500	2 516 591
Îles Cook	PNUD	BD-4	Renforcement de l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages dans les îles Cook	930 137	1 499 535	2 429 672
Costa Rica	PNUD	BD-4	Promouvoir la mise en œuvre du Protocole de Nagoya par le biais du développement des produits d'origine naturelle, du partage des avantages et de la conservation de la diversité biologique	979 566	4 619 309	5 598 875
Fidji	PNUD	BD-4	Découvrir des produits d'origine naturelle et renforcer les capacités nationales pour l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	1 000 000	2 370 000	3 370 000
Gabon	PNUD	BD-4	Mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action nationaux sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation	913 242	1 790 000	2 703 242

Pays	Organisme	Objectif de FEM-5	Titre	Financement du projet par le FEM	Cofinancement	Coût total du projet
Kenya	PNUE	BD-4	Développer l'industrie de la biotechnologie microbienne provenant des Lacs Soda au Kenya en accord avec le Protocole de Nagoya	913 265	1 751 845	2 665 110
Panama	PNUD	BD-4	Promouvoir la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages au Panama	1 000 000	3 422 000	4 422 000
Mondial	PNUE	BD-4	Appui mondial pour faciliter l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	1 000 000	627 500	1 627 500
Régional	PNUE	BD-4	Ratification et application du Protocole de Nagoya dans les pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) (pays participants : Burundi, Congo, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tome-et-Principe et Tchad)	1 762 557	8 300 000	10 062 557
Régional	PNUE	BD-5	Ratification et application du Protocole de Nagoya dans les pays de la région du Pacifique (pays participants : Fidji, îles Cook, îles Marshall, îles Salomon, Micronésie, Kiribati, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Palau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Samoa)	1 762 557	950 000	2 712 557
			TOTAL	14 160 319	32 946 875	47 107 194